JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DU SENAT : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ETRANGER : 24 F

(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

COMPTE RENDU INTEGRAL — 3^e SEANCE

Séance du Jeudi 13 Avril 1967.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal (p. 120).
2. — Renvois pour avis (p. 120).
3. — Dépôt d'une question orale avec débat (p. 120).
4. — Institution d'un tribunal de première instance aux Nouvelles-Hébrides. — Adoption d'un projet de loi (p. 120).
Discussion générale : M. Pierre Garet, rapporteur de la commission des lois.
Adoption des articles 1^{er} à 6 et du projet de loi.
5. — Extension aux départements d'outre-mer de certaines dispositions du code civil. — Adoption d'un projet de loi (p. 121).
Discussion générale : M. Marcel Molle, rapporteur de la commission des lois.
Art. 1^{er} à 3 : adoption.
Art. 4 :
MM. Georges Marie-Anne, Edgar Faure, ministre de l'agriculture.
Adoption de l'article.
Adoption du projet de loi.
6. — Prorogation de baux ruraux consentis au profit des rapatriés. — Adoption d'un projet de loi (p. 123).
Discussion générale : M. Edouard Le Bellegou, rapporteur de la commission des lois.

Art. 1^{er} :

Amendement de M. Edouard Le Bellegou. — MM. Edgar Faure, ministre de l'agriculture ; le rapporteur — Adoption, modifié.

Adoption de l'article modifié.

Art. 2 : adoption.

Adoption du projet de loi.

7. — Incompatibilité entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint. — Rejet d'une proposition de loi (p. 124).

Discussion générale : M. Jean Geoffroy, rapporteur de la commission des lois.

Rejet de l'article unique de la proposition de loi.

8. — Insertion dans le code pénal d'un nouvel article relatif aux scellés. — Adoption d'une proposition de loi (p. 124).

Discussion générale : M. Marcel Molle, rapporteur de la commission des lois.

Article unique :

MM. Edgar Faure, ministre de l'agriculture ; Antoine Courrière, le rapporteur.

Adoption de l'article unique de la proposition de loi.

9. — Règlement de l'ordre du jour (p. 125).

**PRESIDENCE DE M. ANDRE MERIC,
vice-président.**

La séance est ouverte à quinze heures dix minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le procès-verbal de la séance du mardi 11 avril 1967 a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

— 2 —

RENOIS POUR AVIS

M. le président. La commission des affaires économiques et du Plan demande que lui soient renvoyés, pour avis :

1° Le projet de loi relatif aux événements de mer (n° 199 et 217), dont la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale est saisie au fond ;

2° Le projet de loi portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation (n° 200), dont la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation est saisie au fond.

Il n'y a pas d'oppositions ?...

Les renvois pour avis sont ordonnés.

— 3 —

DEPOT D'UNE QUESTION ORALE AVEC DEBAT

M. le président. J'informe le Sénat que j'ai été saisi de la question orale avec débat suivante :

M. René Tinant a l'honneur de demander à **M. le ministre de l'économie et des finances** :

1° S'il considère comme normal et raisonnable que dans certaines régions le montant des impôts sur les bénéfices agricoles de 1965 ait été multiplié par un coefficient moyen de 3 à 6 pour la plupart des assujettis, alors qu'il est reconnu que l'année agricole 1965 a été moins bonne que la précédente ;

2° Pourquoi, s'il s'agit — comme le laisse entendre l'administration des finances — d'un rattrapage, la taxe complémentaire et la non-exonération des tranches inférieures sont maintenues en même temps que le revenu agricole brut retenu à l'hectare et le revenu cadastral pour le propriétaire exploitant ont été fortement majorés ;

3° Pourquoi le découpage des régions a été fait sans consultation des représentants de la profession et souvent en contradiction totale avec la réalité géographique.

Il lui demande ce qu'il compte faire pour donner la parité fiscale aux agriculteurs (n° 15).

Conformément aux articles 79 et 80 du règlement, cette question orale avec débat a été communiquée au Gouvernement et la fixation de la date de discussion aura lieu ultérieurement.

— 4 —

**INSTITUTION D'UN TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE
AUX NOUVELLES-HEBRIDES**

Adoption d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi instituant un tribunal de première instance dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides. [n° 146 et 209 (1966-1967.)]

Dans la discussion générale, la parole est à **M. le rapporteur** de la commission de législation.

M. Pierre Garet, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'exposé des motifs du projet de loi actuellement soumis à l'examen du Sénat et les renseignements contenus dans le rapport écrit de votre commission de législation vont me permettre, j'imagine, d'abrèger considérablement les explications orales complémentaires qu'aujourd'hui je dois vous donner, étant bien entendu que je suis à votre entière disposition pour vous fournir, le cas échéant, tout éclaircissement qui pourrait paraître utile.

L'archipel des Nouvelles-Hébrides, c'est-à-dire trente-sept îles, comme je l'ai dit dans mon rapport, d'une superficie globale de 14.762 kilomètres carrés et dont la population totale est d'environ 70.000 habitants, vit sous la double autorité ou la double protection, ou les deux, de la France et de la Grande-Bretagne. On appelle cela un condominium. Il résulte essentiellement d'une convention du 20 octobre 1906, complétée et modifiée par un protocole signé à Londres le 6 août 1914, mais dont les ratifications ne furent toutefois échangées que le 18 mars 1922.

En application de ces traités, il a été créé dans ce condominium, sur le plan judiciaire, d'une part, un tribunal mixte où siègent un juge britannique et un magistrat français et, d'autre part, des juridictions nationales, française, anglaise et indigène, fonctionnant respectivement, du moins pour les deux premières, suivant les règles d'organisation judiciaire générale en vigueur dans chacune des puissances co-signataires. Aux pages 5 et suivantes du rapport de la commission des lois vous trouverez, mes chers collègues, le tableau de ces différents tribunaux et de leurs compétences. On peut avoir le sentiment — et c'est le mien — que la situation devrait être plus simple ; mais cela nous dépasse présentement, car il faudrait alors remettre en cause le protocole signé par les représentants des gouvernements français et britannique, ce dont il ne semble pas être en ce moment question.

Jusqu'au 18 avril 1962, la justice anglaise aux Nouvelles-Hébrides, dont je viens de dire comment elle existait, était rendue par un membre du tribunal du Haut commissaire de Sa Majesté britannique pour le Pacifique occidental ayant qualité de commissaire judiciaire. La juridiction française étant de son côté constituée par une justice de paix à compétence étendue créée par le décret du 9 mai 1909, le magistrat français en service dans ce tribunal était alors à parité avec son collègue anglais. Il n'en est plus de même depuis cette date du 18 avril 1962 où est entré en vigueur le *Western Pacific Courts Order in Council*, 1961, qui a transformé le tribunal du Haut commissaire en Haute Cour du Pacifique occidental. Cette élévation de la classe de la juridiction britannique confère au magistrat anglais en fonction aux Nouvelles-Hébrides le titre de juge à la Haute Cour.

Il est alors apparu souhaitable de donner au magistrat français, qui est à la fois membre du tribunal mixte, dont il assure la coprésidence, et responsable des services de la juridiction nationale française, une situation comparable à celle de son collègue anglais. Il convenait, en conséquence, qu'il puisse simplement bénéficier du titre, du rang et des prérogatives attribuées aux présidents des tribunaux de première instance, cette appellation étant encore la seule valable dans les pays d'outre-mer. Je le précise à ceux qui pourraient me dire qu'il n'existe plus dans notre pays que des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance.

Si la rédaction du projet de loi dont nous sommes saisis et dont le Sénat connaît maintenant l'objet très simple ne posait aucun problème de fond, puisque le texte n'entraîne notamment aucune incidence financière, elle s'est néanmoins révélée difficile. Ceci tient à l'enchevêtrement des textes auxquels il faut se référer pour régler le problème, ce qui constitue une difficulté supplémentaire malheureusement non négligeable.

C'est pourquoi ce n'est que le 15 décembre 1966 que le Gouvernement déposait sur le bureau du Sénat le texte dont vous êtes saisis. Le problème est en effet du domaine législatif par application de l'article 34 de la Constitution.

Telles sont, mes chers collègues, les explications complémentaires que je voulais donner au Sénat. Votre commission a unanimement approuvé le projet de loi en cause, après l'avoir longuement étudié comme l'avaient fait avant elle le ministère de la Justice et le Conseil d'Etat. Elle vous demande aujourd'hui d'adopter purement et simplement, sans aucune modification, le texte qui vous est proposé par le Gouvernement. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ? ...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi.

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Il est créé à Port-Vila, dans l'île de Vaté (archipel des Nouvelles-Hébrides), un tribunal de première instance siégeant dans les conditions prévues pour les sections détachées des tribunaux français aux Nouvelles-Hébrides ; sa composition est fixée par décret en Conseil d'Etat, ne comportant pas un représentant permanent du ministère public.

« Cette juridiction est substituée à la justice de paix à compétence étendue créée par le décret du 9 mai 1909 instituant des tribunaux français aux Nouvelles-Hébrides ; sa composition est fixée par décret en Conseil d'Etat.

« En toutes matières, civiles, commerciales et pénales, les dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant l'organisation, la compétence, la procédure et le fonctionnement de la justice de paix à compétence étendue demeurent applicables au tribunal de première instance, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente loi ou des décrets pris pour son application. »

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Lorsqu'un magistrat, titulaire ou intérimaire, qui exerce des fonctions au tribunal de première instance siégeant à Port-Vila, est absent ou empêché, il est remplacé provisoirement dans les cas qui requièrent célérité, par un fonctionnaire ou éventuellement à titre exceptionnel par un notable, citoyen français résidant dans l'île de Vaté, l'un ou l'autre nommé suppléant par arrêté du haut-commissaire de la République, pris au début de chaque année sur proposition conjointe du premier président de la cour d'appel de Nouméa et du procureur général près cette juridiction.

« Ce suppléant, dont les fonctions ne sont pas rétribuées, prête par écrit le serment prévu pour les magistrats ; ce serment est éternisé par la cour d'appel de Nouméa. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Les procédures en cours devant la justice de paix à compétence étendue de Port-Vila à la date d'entrée en vigueur de la présente loi seront transférées en l'état au tribunal de première instance sans qu'il y ait lieu de renouveler les actes, formalités et jugements intervenus antérieurement à ladite date. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions législatives ou réglementaires contraires à la présente loi et, notamment, l'article 8 du décret du 10 décembre 1912 relatif aux tribunaux français des Nouvelles-Hébrides complété par le décret du 13 juillet 1921. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Un décret en Conseil d'Etat fixera les modalités d'application de la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 6. — La présente loi entrera en vigueur à la date de publication du décret prévu à l'article précédent. » — (Adopté.)

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

— 5 —

EXTENSION AUX DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER DE CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL

Adoption d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de modifications apportées au code civil et précisant les conditions d'application de certains articles de ce code dans les mêmes départements. [N^{os} 73 et 202 (1966-1967).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. Marcel Molle, rapporteur de la commission de législation.

M. Marcel Molle, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement

et d'administration générale. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le projet de loi qui vous est soumis a pour objet de réparer une sorte d'anomalie législative. En effet, certaines dispositions souvent très anciennes de lois françaises modifiant le code civil ne sont pas applicables dans les départements d'outre-mer.

Quelle est l'origine de cette disparité ? Si, depuis 1946, les textes que nous votons sont automatiquement et d'office applicables aux départements d'outre-mer, il n'en était pas ainsi au temps du régime colonial. A cette époque, une disposition expresse des projets adoptés par le Parlement devait les rendre applicables aux territoires coloniaux. De plus, promulgation devait en être faite par le gouverneur de la colonie.

Je rectifie à ce sujet une erreur qui a été commise dans le rapport. Je précise bien que deux conditions devaient être réalisées : la disposition expresse du texte entraînant l'application aux territoires coloniaux et la promulgation dans le territoire par le gouverneur.

De ce fait, pour les projets antérieurs à la Constitution de 1946, il se présente, sur le plan législatif, des différences entre les départements d'outre-mer. Certaines réformes apportées au code civil ont été déclarées applicables dans certains départements et ne l'ont pas été dans d'autres, cela sans raison apparente.

On notera en particulier qu'au cours de la guerre de 1939-1945, les départements d'outre-mer étant coupés de la métropole, un certain nombre de dispositions législatives adoptées à cette époque n'ont pu être étendues à ces territoires.

D'autre part, il est très difficile dans certains cas de retrouver dans les archives de ces départements la trace de la promulgation de diverses réformes ; certaines dispositions sont contestées car personne ne peut retrouver la preuve de leur promulgation.

Depuis longtemps, les professionnels et les juristes de ces départements s'élèvent contre cette situation et se demandent pourquoi une unification n'a pas été réalisée plus tôt. Les diverses missions que votre commission des lois a eu l'occasion d'envoyer, dans les Antilles notamment, ont reçu l'écho de ces protestations. Pour vous citer un exemple, c'est à la suite d'un voyage d'une délégation de la commission des lois sous la direction de son président qu'une loi votée le 31 juillet 1962 a rendu applicable, aux Antilles en particulier, la loi sur la capacité de la femme mariée qui datait de 1942.

En revanche, si la loi a étendu ses dispositions à la Martinique et à la Guadeloupe, elle ne les a pas étendues à la Guyane, d'où là aussi des disparités peu compréhensibles.

Certes, il n'est pas question de vouloir appliquer à ces départements d'outre-mer toutes les dispositions qui ont force de loi en France. Certaines exceptions doivent être faites, mais il semble tout de même qu'une règle générale doit être adoptée et la Constitution de 1946 l'a expressément prévu.

Il y a donc lieu, pour couvrir le passé, de préciser que les réformes anciennes apportées au code civil sont d'office et obligatoirement applicables dans les départements d'outre-mer.

Tel est l'objet du projet de loi qui vous est soumis. Dans son article premier, il établit le principe que les réformes antérieures à 1946 seront toutes applicables aux départements d'outre-mer. Toutefois, les articles suivants apportent quelques exceptions qui se comprennent facilement. L'article 2 relatif au droit de préemption et au maintien de l'indivision des propriétés agricoles n'introduira pas dans ces départements la législation française. En effet, alors qu'en France on cherche à regrouper les exploitations et à en augmenter la contenance pour les rendre plus rentables, dans les départements d'outre-mer c'est le phénomène inverse qui se produit : on cherche à morceler les trop grandes exploitations pour créer des emplois nouveaux et des exploitations à la portée des cultivateurs de ces régions.

C'est dans ce but que le maintien de l'indivision après décès d'un cultivateur laissant des enfants mineurs, qui, en France n'est pas limité suivant la contenance de la propriété, continuera, dans les départements d'outre-mer, d'être seulement possible pour les exploitations ne dépassant pas la contenance fixée par les lois portant réforme foncière.

De même, le droit de préemption en faveur des cohéritiers du bénéficiaire de l'attribution préférentielle de l'article 832 ne pourra être exercé que dans la limite de la contenance maximale de ces exploitations.

Enfin, la référence au tribunal paritaire doit être supprimée puisque les tribunaux paritaires n'existent pas dans les départements d'outre-mer.

L'article 3 prévoit une exception d'un autre genre. Il s'agit de la possibilité qui a été donnée par l'article 986 du code civil pour un magistrat d'un tribunal d'instance ou pour un officier municipal de dresser des testaments authentiques dans les îles où il n'existe aucun office notarial. Par une coïncidence assez bizarre, cette disposition n'est applicable qu'à la métropole alors que les territoires d'outre-mer comptent de nombreuses îles sans office notarial. Il semble donc normal que cette extension soit réalisée.

Enfin, l'article 4 réserve au territoire métropolitain l'application des articles 641, 642 et 643 du code civil relatifs au régime des eaux.

Sur ce point, la commission s'est demandé si l'exception était valable. Elle la justifie de la manière suivante. Ces dispositions du code civil, qui ont été modifiées en 1898 — modification qui n'a pas été rendue applicable aux départements d'outre-mer — ont trait aux eaux privées, qui sont la propriété des riverains, alors que dans les départements d'outre-mer, notamment aux Antilles, une loi de 1948 a déclaré que toutes les eaux, quelles qu'elles soient, faisaient partie du domaine public, donc qu'elles étaient soumises à un autre régime. C'est pourquoi il a paru utile au Gouvernement de maintenir cette exception. Toutefois, la commission souhaiterait avoir à ce propos des éclaircissements et savoir s'il ne serait pas opportun de réaliser également l'unification sur ce point.

Telles sont les dispositions de ce projet.

Pour vous renseigner de façon plus complète, je vous préciserai que les nouvelles mesures applicables aux départements d'outre-mer ne sont pas extrêmement nombreuses ni importantes. Je ne vous en citerai que quelques-unes. D'abord le titre IV du code civil, relatif à l'absence, n'a jamais été rendu applicable dans ces départements. De même la loi relative à certaines règles de mitoyenneté ; or on ne voit vraiment pas pourquoi les départements d'outre-mer ne bénéficieraient pas de leur application. Citons encore les modifications apportées à l'article 1124 du code civil relatif aux dommages et intérêts qu'un créancier peut obtenir en plus des intérêts moratoires, l'article 1904 qui fait courir de plein droit les intérêts moratoires à défaut de paiement ou d'exécution. Nous trouvons également l'article 1589 du code civil et aussi une disposition qui est beaucoup plus importante qui résulte de la loi du 21 février 1906 qui a modifié l'article 386 du code civil.

Vous savez qu'antérieurement à 1906, la femme tutrice et usufruitière légale des biens de ses enfants mineurs, si elle se remariait, perdait le bénéfice de cette jouissance légale. En 1906, une réforme a été apportée en métropole qui n'a pas encore été étendue aux territoires d'outre-mer ; cela semble vraiment anormal.

Autres dispositions : l'article 1244 du code civil donnant la possibilité au juge d'accorder un délai de grâce au débiteur ou celles qui permettent au Président de la République d'accorder des dispenses en vue du mariage. Il existe également diverses règles relatives aux baux ruraux, article 1775 du code civil ou encore au statut du fermage, ainsi qu'à l'abandon de famille. Et ce n'est là que le principal.

Vous le voyez, il ne s'agit pas d'une mesure extraordinaire et révolutionnaire. Aussi votre commission est-elle d'accord pour vous proposer d'adopter ce projet qui permettra aux départements d'outre-mer de bénéficier de la même législation que la métropole, simplifiant en cela la tâche des juristes et des particuliers. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi.

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Sont étendues aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, en tant qu'elles n'y sont pas déjà applicables, les dispositions qui ont modifié le code civil en vigueur dans la métropole, sous réserve de l'application des articles suivants. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article premier.

(*L'article 1^{er} est adopté.*)

M. le président. « Art. 2. — L'article 815, troisième alinéa, du code civil et l'article 832, troisième alinéa, du même code ne sont applicables dans les départements visés à l'article précédent que si la superficie de l'exploitation n'excède pas celle prévue en application de l'article 188-13 du code rural.

« Le droit de préemption prévu au deuxième alinéa de l'article 832-2 du code civil s'exerce dans les conditions fixées aux articles 21 à 23 de la loi n° 63-1236 du 17 décembre 1963, relative au bail à ferme dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

« La compétence attribuée au tribunal paritaire par les dispositions de l'article 808 du code rural, pour l'application de l'article 832-2 du code civil, est conférée au tribunal de grande instance. » — (*Adopté.*)

« Art. 3. — Les dispositions de l'article 986 du code civil sont applicables dans les dépendances insulaires des départements d'outre-mer qui ne comportent pas d'office notarial. » — (*Adopté.*)

« Art. 4. — Ne sont pas comprises dans l'extension de la législation métropolitaine aux départements visés à l'article premier les modifications apportées aux articles 641, 642 et 643 du code civil par la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux. »

M. Georges Marie-Anne. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marie-Anne.

M. Georges Marie-Anne. Monsieur le président, monsieur le ministre, à propos du régime des eaux dans les départements d'outre-mer, je crois devoir rappeler que j'avais posé une question orale au Gouvernement à ce sujet.

Au moment où l'on a introduit la réglementation métropolitaine dans ces départements, c'est-à-dire en 1948, un décret a stipulé que dans ces départements toutes les eaux, navigables ou non navigables, courantes ou stagnantes, étaient propriété de l'Etat. C'est une législation d'exception qui a été ainsi appliquée dans les départements d'outre-mer et il en résulté des abus. Ainsi lorsqu'un particulier creuse un trou pour recueillir les eaux de ruissellement et former une mare où abreuver son bétail, les services de l'Etat ont le droit d'intervenir pour dire : cette eau nous appartient bien qu'elle se trouve sur une propriété privée. C'est une eau stagnante ; donc elle entre dans le cadre de notre administration. Ce sont là des abus manifestes.

J'ai dénoncé cela à l'occasion d'une question orale posée au Gouvernement, voilà quelque trois ans, et l'on m'avait donné l'assurance qu'un projet de loi serait élaboré pour adapter la législation des départements d'outre-mer dans ce domaine.

Au moment où l'on étend à ces départements certaines dispositions du code civil qui y étaient demeurées non applicables, je me dois de rappeler au Gouvernement la promesse qu'il nous avait faite.

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. Monsieur le président, mesdames, messieurs, j'ai suivi l'exposé de M. Marie-Anne et je regrette de ne pouvoir lui apporter une réponse immédiate. Mais j'ai pris note de ses observations et je vais reprendre l'affaire, bien qu'elle ne soit pas entièrement de ma compétence puisqu'il s'agit d'outre-mer.

Les eaux ne sont pas mystérieuses pour le ministre de l'agriculture, car elles jouent un grand rôle dans le domaine qui ressortit à sa compétence. Aussi je promets que, cette fois, M. Marie-Anne n'aura pas à attendre trois ans pour avoir une réponse.

M. Lucien Grand. Très bien !

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. Il me connaît depuis assez longtemps et je prends l'engagement personnel vis-à-vis de lui que, d'ici peu, nous pourrons mettre cette affaire au point. (*Applaudissements.*)

M. Georges Marie-Anne. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je mets aux voix l'article 4.

(*L'article 4 est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(*Le projet de loi est adopté.*)

— 6 —

PROROGATION DE BAUX RURAUX CONSENTIS AU PROFIT DES RAPATRIÉS

Adoption d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi prorogeant certains baux ruraux consentis au profit des rapatriés. [N° 197 et 211 (1966-1967).]

Dans la discussion générale la parole est à M. le rapporteur de la commission de législation.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le Gouvernement a déposé sur le bureau du Sénat un projet de loi tendant à proroger au profit des rapatriés d'outre-mer certains baux ruraux. Votre commission des lois l'a examiné et, dans l'ensemble, elle s'est trouvée d'accord avec le projet gouvernemental.

Un certain nombre de rapatriés, avant même l'exode massif des rapatriés d'Algérie, sont venus se réfugier en métropole. Beaucoup d'entre eux ne disposaient pas des capitaux suffisants pour acheter une propriété lorsqu'ils exerçaient, dans le pays d'où ils venaient, la profession d'agriculteur et ils ont contracté des baux à ferme. Pour mettre en valeur des propriétés souvent abandonnées ou en friche, comme c'est le cas dans ma région, ils ont dû emprunter des sommes importantes dont le remboursement à l'heure actuelle pèse lourdement sur leur budget.

Les baux datant d'avant 1962 sont maintenant expirés et le Gouvernement vous propose de les proroger jusqu'au 30 septembre 1970. La commission ne fait nulle opposition à cette prorogation légale. Il est bien entendu que celle-ci empêchera le propriétaire de réclamer à l'expiration du bail la possibilité d'exercer le droit de reprise comme le statut du fermage lui en donne le droit. Reste le cas des baux qui doivent venir à expiration. La commission des lois a examiné le projet gouvernemental. Elle a d'abord constaté que la plupart de ces baux ont été contractés au moment de l'afflux des rapatriés d'Algérie, soit dans la période qui a précédé de peu l'indépendance, en 1962, soit dans la période qui l'a immédiatement suivie. Votre commission a ensuite été d'accord pour que les baux contractés avant le 30 septembre 1963 — je crois que le choix de cette date a été judicieux — puissent être prorogés de trois années à compter de la date de leur expiration, étant entendu qu'en aucun cas la date limite d'effet du bail prorogé ne pourra excéder le 30 septembre 1975. En effet, il faut quand même que les bailleurs ne soient pas seuls responsables de la solidarité nationale qui doit jouer en faveur des rapatriés.

C'est du reste cette considération qui a amené votre commission des lois à proposer un amendement. En effet, si nous sommes bien d'accord pour que les rapatriés qui ont contracté des baux ruraux puissent bénéficier dans les deux circonstances que je viens de rappeler, soit d'une prorogation jusqu'en 1970 pour les baux expirés, soit d'une période de prorogation de trois ans pour les baux contractés avant le 30 septembre 1963, nous avons pensé qu'il n'était pas tout à fait juste de laisser supporter par le seul propriétaire les charges de l'acte de solidarité nationale que nous accomplissons aujourd'hui. C'est à mon avis d'élémentaire justice.

Le projet de loi du Gouvernement ne comportait rien en ce qui concerne les droits des propriétaires. Pour la dernière période de trois ans, il serait souhaitable que les propriétaires réunissant les conditions voulues — conditions qui, en l'état actuel des textes, ne sont pas toujours faciles à remplir — puissent demander la révision du prix du bail. Selon les indications données par le représentant du ministre de l'agriculture qui est venu nous aider dans nos travaux — ce dont je le remercie — il serait question de modifier par voie réglementaire — car les fixations de prix sont à l'heure actuelle du domaine réglementaire — les dispositions des articles qui à l'heure actuelle régissent la fixation des prix des baux à ferme et les possibilités de leur révision.

Nous avons donc proposé, au nom de la commission, pour essayer d'établir un texte qui soit juste à l'égard des deux parties, un amendement tendant à compléter le deuxième alinéa et qui serait ainsi rédigé :

« Pour la durée de la prorogation visée au présent alinéa, le bailleur aura la possibilité de demander la révision du prix du bail conformément à la réglementation en vigueur à la date d'effet de cette prorogation. »

On a fait observer depuis, et je crois que dans une certaine mesure l'observation est judicieuse — je parle là en mon nom personnel et non pas au nom de la commission ; je laisserai tout à l'heure au Sénat le soin d'en décider — que la rédaction qui vise seulement l'application de l'amendement au présent alinéa est peut-être insuffisante et qu'elle risque de créer une discrimination entre ceux qui subiront la prorogation jusqu'au 30 septembre 1970 et ceux qui subiront la prorogation des baux contractés avant le 30 septembre 1963. Pour une part — je ne peux le déclarer qu'en mon nom personnel — je ne suis pas opposé à l'extension de l'amendement aux deux alinéas de l'article 1^{er}.

Sous réserve de ces explications, je demanderai au Sénat de bien vouloir, en acceptant l'amendement de la commission, approuver le projet gouvernemental tendant à la prorogation des baux à terme au bénéfice des rapatriés d'outre-mer. (Applaudissements.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi.

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Les baux ruraux soumis aux articles 790 et suivants du code rural, consentis aux personnes visées aux articles 1^{er} et 3 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 et arrivés à expiration avant la publication de la présente loi, sont, sous réserve des décisions judiciaires passées en force de chose jugée, prorogés de plein droit jusqu'au 30 septembre 1970 à la condition que ceux qui en étaient titulaires soient encore dans les lieux.

« Les baux consentis aux mêmes personnes avant le 30 septembre 1963 sont prorogés pour une durée de trois ans, à compter de leur expiration. »

Sur le texte même de l'article je ne suis saisi d'aucun amendement.

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 1, M. Le Bellegou, au nom de la commission de législation, propose de compléter *in fine* le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante :

« Pour la durée de la prorogation visée au présent alinéa, le bailleur aura la possibilité de demander la révision du prix du bail conformément à la réglementation en vigueur à la date d'effet de cette prorogation. »

Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. Monsieur le président, le Gouvernement est heureux de s'associer au point de vue qui a été exposé par M. Le Bellegou en tant que rapporteur de la commission des lois.

Je pense qu'il y a une lacune à ce sujet et que c'est une excellente occasion d'établir une coopération entre le Gouvernement et le pouvoir législatif, représenté en l'occurrence par le Sénat et par sa commission des lois. Je suis donc d'accord sur ce qu'a dit M. le rapporteur ; mais, si je ne me trompe, le rapporteur a proposé pour cet amendement une rédaction plus extensive, couvrant à la fois les baux en cours et les baux expirés. Je me rallie à la position de M. le rapporteur, mais il faudrait peut-être alors modifier le texte de l'amendement.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Il suffirait de rédiger ainsi l'amendement, qui constituerait donc le troisième alinéa de l'article premier : « Pour la durée de la prorogation visée aux deux alinéas précédents, le bailleur aura la possibilité de demander la révision du prix du bail conformément à la réglementation en vigueur à la date d'effet de cette prorogation. »

Je m'excuse du caractère un peu vague du texte en vigueur. Il existe à l'heure actuelle une réglementation. Elle était autrefois du domaine légal ; elle est aujourd'hui d'ordre réglementaire. Dans l'avenir, la nouvelle réglementation sera donc réglementaire. C'est pour cela qu'il ne nous est pas possible de savoir exactement ce qu'elle sera. Par conséquent, il me paraît prudent de se tenir dans des termes qui sont assez compréhensibles, bien qu'ils puissent paraître vagues, pour permettre au

propriétaire de demander éventuellement, s'il remplit les conditions prévues, la révision du prix pendant la durée de la prorogation, dans les conditions de la réglementation qui sera en vigueur au moment où se terminera le bail.

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. Le Gouvernement donne son accord à cette nouvelle rédaction.

M. le président. L'article premier, dans sa rédaction initiale, ne comportant que deux alinéas, au lieu de dire : « aux deux alinéas précédents », il vaudrait mieux, semble-t-il, dire : « au présent article ».

M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. Nous en sommes d'accord.

M. le président. L'amendement se lirait donc comme suit : Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Pour la durée de la prorogation visée au présent article, le bailleur aura la possibilité de demander la révision du prix du bail conformément à la réglementation en vigueur à la date d'effet de cette prorogation. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement ainsi modifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 1^{er} ainsi complété.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Aucune reprise fondée sur l'article 811 du code rural ne pourra être exercée contre ces mêmes personnes jusqu'à l'expiration de la durée des prorogations prévues à l'article précédent. » (Adopté.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

— 7 —

INCOMPATIBILITE ENTRE LES FONCTIONS DE GEOMETRE DU CADASTRE ET LE MANDAT DE MAIRE OU D'ADJOINT

Rejet d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 62 du code de l'administration communale en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint. [N^{os} 97 et 210 (1966-1967).]

Dans la discussion générale la parole est à M. le rapporteur de la commission de législation.

M. Jean Geoffroy, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Mes chers collègues, l'article 62 du code de l'administration communale est ainsi rédigé : « Ne peuvent être maires ou adjoints ni en exercer même temporairement les fonctions, dans aucune des communes du département où ils sont affectés, les agents et employés des administrations financières, à l'exception des gérants de débit de tabac, les trésoriers-payeurs généraux, les receveurs particuliers et les percepteurs, les agents des forêts ainsi que les gardes des établissements publics et particuliers. Les agents salariés du maire ne peuvent être adjoints ».

La jurisprudence administrative a décidé que l'incompatibilité prévue par cet article s'appliquait aux géomètres du cadastre. Notre collègue député, M. Lepage, a déposé une proposition de loi tendant à apporter au principe une exception en faveur de cette catégorie de fonctionnaires. Ce texte a été adopté par l'Assemblée nationale avec deux amendements : l'un concerne simplement la dénomination de ces fonctionnaires, mais l'autre est ainsi libellé : « Toutefois les techniciens géomètres, géomètres et géomètres principaux du cadastre ne peuvent accomplir, en cette qualité, aucun acte dans la commune où ils exercent les fonctions électives visées à l'alinéa précédent ».

Votre commission des lois a examiné cette proposition de M. Lepage et a décidé de vous demander de la rejeter, car elle considère que les motifs invoqués par l'auteur ne sont

pas suffisants. Celui-ci a estimé que l'appartenance à un service essentiellement technique, le service du cadastre, pouvait permettre d'échapper à l'incompatibilité. Votre commission pense au contraire qu'il ne doit pas en être ainsi, que les géomètres du cadastre ont un rôle important à jouer, surtout depuis la réforme du régime foncier, rôle qui peut avoir des conséquences de caractère financier.

Votre commission a ensuite estimé que l'amendement interdisant aux géomètres d'exercer leur profession dans la commune dont ils seraient maires ou adjoints ne donne pas suffisamment de garanties. Vous connaissez notamment le rôle que jouent les syndicats de communes en matière de remembrement, un rôle qui est chaque jour plus grand et permettrait aux géomètres d'exercer leurs fonctions dans le cadre d'un syndicat.

Enfin, votre commission a estimé que, si une réforme pouvait être apportée dans ce domaine, il était souhaitable que celle-ci tienne compte du problème des incompatibilités dans son ensemble. Je sais bien que la tendance naturelle est de dire : pourquoi telles personnes, tels fonctionnaires, ne peuvent-ils pas être maires ou adjoints ? Ne sont-ils pas des citoyens à part entière ? C'est une considération sentimentale qui a, certes, sa valeur, mais pour votre commission ce problème doit être examiné d'une manière complète et objective ; par conséquent, il serait dangereux de prévoir une exception pour une catégorie particulière de fonctionnaires.

Voilà pourquoi, au nom de la commission des lois, je vous demande de rejeter le texte qui vous est proposé.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion de l'article unique de la proposition de loi.

J'en donne lecture :

« Article unique. — La première phrase de l'article 62 du code de l'administration communale est remplacée par les dispositions suivantes :

« Ne peuvent être maires ou adjoints ni en exercer même temporairement les fonctions, dans aucune des communes du département où ils sont affectés, les agents et employés des administrations financières, à l'exception des techniciens géomètres, géomètres et géomètres principaux du cadastre et des gérants de débit de tabac, les trésoriers-payeurs généraux, les receveurs particuliers et les percepteurs, les agents des forêts ainsi que les gardes des établissements publics et particuliers.

« Toutefois, les techniciens géomètres, géomètres et géomètres principaux du cadastre ne peuvent accomplir, en cette qualité, aucun acte dans la commune où ils exercent les fonctions électives visées à l'alinéa précédent. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique de la proposition de loi.

(La proposition de loi n'est pas adoptée.)

— 8 —

INSERTION DANS LE CODE PENAL D'UN NOUVEL ARTICLE RELATIF AUX SCSELLES

Adoption d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à insérer un article 252-1 dans le code pénal. (N^{os} 98 et 212 [1966-1967].)

Dans la discussion générale, la parole est à M. Molle, en remplacement de M. de Montigny, rapporteur de la commission de législation.

M. Marcel Molle, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Mes chers collègues, M. de Montigny, retenu dans son département par une réunion importante, m'a chargé de le remplacer, ce que je fais d'autant plus volontiers que son rapport est parfaitement clair et, si vous l'avez lu, vous êtes certainement au fait de la question.

Vous savez que, lorsqu'il est nécessaire de conserver des objets ou des papiers donnant lieu à contestation, ou lorsque leur conservation est indispensable à l'exercice de la justice, ou au règlement d'un litige, ils sont mis sous scellés. Mettre

sous scellés signifie, au sens littéral du terme, placer sur ces objets une bande de papier ou d'étoffe munie de sceaux à la cire, de manière à assurer leur inviolabilité et à empêcher qu'ils soient changés de place ou utilisés par qui que ce soit.

Cette apposition matérielle de scellés s'accompagne de la désignation d'un gardien chargé de surveiller ces objets ; mais en fait, bien souvent, et vous le comprendrez facilement, il n'est pas possible de procéder à l'apposition matérielle d'un scellé parce que certains objets sont difficilement pris sous des cachets de cire ou parce que cette apposition provoquerait des difficultés.

Lorsqu'il y a lieu, par exemple, de mettre sous scellés le mobilier que renferme une maison comportant de nombreuses pièces ou d'apposer des scellés sur de l'argenterie ou de la vaisselle, vous vous rendez compte que cette opération n'est pas toujours réalisable dans la pratique. Pour obvier à cet inconvénient, le juge chargé de l'apposition des scellés dresse un procès-verbal dans lequel il énumère les objets, placés ainsi aux mains de la justice sans apposer sur eux les scellés.

J'ajoute que, dans certains cas, cela est également nécessaire si ces objets doivent être utilisés par leur propriétaire et s'il n'y a pas d'inconvénient à ce que celui-ci s'en serve. sauf à en être responsable et à les rendre en temps utile.

Malheureusement, les dispositions du code pénal qui sanctionnent le bris de scellés sont interprétées de façon stricte, comme il est de règle en matière pénale, et, par suite, les sanctions qui sont prévues, et qui sont du reste sévères, prison ou amende, contre les personnes qui se livreraient au bris de scellés ne s'appliquent pas, dans beaucoup de cas, lorsqu'il y a soustraction des objets placés ainsi, si j'ose dire, symboliquement sous scellés.

Le rapporteur de l'Assemblée nationale cite, dans son rapport, le cas des scellés apposés sur une pièce contenant de nombreux objets mobiliers, que le gardien des scellés était allé déménager en passant par une fenêtre et sans toucher aux scellés placés sur la porte. En application stricte de la loi, il n'était pas coupable. Je sais bien qu'on pourrait essayer de parer à cet inconvénient par l'application d'autres textes. On parle de l'article 400 du code pénal relatif au détournement d'objets saisis, mais en réalité il ne s'agit pas toujours d'objets saisis. Je sais également qu'on peut parler de vol, s'il y a soustraction d'objets, et appliquer l'article 379 du code pénal. Ce n'est pas toujours possible non plus car, bien souvent, c'est le propriétaire lui-même des objets qui les soustrait et il ne peut être accusé de s'être volé lui-même.

Un cas qui est très fréquent, c'est le cas des scellés apposés et d'inventaire effectué au moment d'un divorce. L'un des époux reste dans le domicile conjugal ; il a la garde de ces objets. S'il vient à les soustraire, il n'y a pas vol, puisque, vous le savez, il n'y a pas vol entre époux.

Dans ce cas, les dispositions légales se trouvent donc inefficaces et la nécessité d'une réforme s'est ainsi manifestée. Le texte qui vous est soumis a pour but de permettre d'étendre les pénalités prévues par la loi au cas, non seulement où il y a bris matériel des scellés, mais au cas où il y a soustraction des objets contenus dans le procès-verbal, et par suite, si l'on peut dire, bris symbolique de ces scellés.

Il insère donc dans le code un article 252-1 aux termes duquel :

« Sera assimilé au bris de scellés et passible des mêmes peines tout détournement d'objets figurant au procès-verbal d'apposition des scellés. »

Je pense que c'est une mise à jour nécessaire de dispositions anciennes qui rendra celles-ci plus adaptées à la pratique contemporaine.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion de l'article unique de la proposition de loi.

J'en donne lecture :

« Article unique. — Il est inséré dans le code pénal un article 252-1 nouveau ainsi rédigé :

« Art. 252-1. — Sera assimilé au bris de scellés et passible des mêmes peines tout détournement d'objets figurant au procès-verbal d'apposition des scellés. »

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. Ce texte d'origine parlementaire suscite ma curiosité en raison de ma formation professionnelle. Alors il faut bien que je dise un mot. (*Sourires.*) En somme, ce texte comble une lacune ; il s'agit de punir le détournement d'objets recensés. Voilà l'idée.

Ils ne sont pas saisis et ne peuvent l'être. Sinon, il aurait suffi de régler les difficultés d'interprétation jurisprudentielles sur le détournement d'objets saisis. Mais le rapporteur a été très clair ; il peut y avoir des objets figurant dans un procès-verbal d'apposition de scellés et qui ne sont pas mis sous scellés. Dans ce cas, il n'y a pas de bris de scellés, mais rien n'empêche évidemment d'assimiler au délit de bris de scellés le détournement des objets figurant dans un procès-verbal d'apposition de scellés.

Je tenais à dire ces quelques mots, face aux juristes, notaires, avocats qui siègent ici.

M. Antoine Courrière. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Antoine Courrière. Je voudrais demander à M. le rapporteur et à M. le ministre si l'on a visé aussi le cas de l'apposition des scellés à la suite de décès ; il n'y a pas à ce moment-là d'objets recensés ; l'apposition des scellés se fait avant l'inventaire et l'enlèvement des objets peut se faire avant même l'inventaire. Il faut donc viser également ce cas-là.

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. Il n'est certainement pas visé quand il n'y a pas de procès-verbal, car le texte que j'ai sous les yeux stipule « figurant au procès-verbal ». En vertu de la règle de l'interprétation limitative des textes pénaux, il est bien certain que, s'il n'y a ni bris de scellés ni procès-verbal, c'est un simple divertissement ou un recel, c'est-à-dire un délit civil en matière de succession.

Que M. le rapporteur m'excuse de lui avoir coupé la parole, pris par la passion du sujet. (*Sourires.*)

M. Marcel Molle, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Marcel Molle, rapporteur. Je suis tout à fait de l'avis de M. le ministre. Dans une apposition de scellés, même après décès, le juge, s'il n'appose pas matériellement les scellés, doit tout de même dresser une certaine description.

M. Antoine Courrière. Non !

M. Marcel Molle, rapporteur. S'il n'y a pas description, il n'y a aucune possibilité de prouver et de sanctionner le délit puisqu'on ne peut établir l'existence des objets détournés.

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. Si c'est une distraction par non-héritiers, c'est un vol, mais, entre héritiers, cette distraction tombe uniquement sous la règle du recel ou du divertissement de succession.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique de la proposition de loi.

(*La proposition de loi est adoptée.*)

— 9 —

REGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel pourrait être l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée au mardi 18 avril, à dix heures :

1. — Réponses aux questions orales suivantes :

I. — M. Edouard Bonnefous demande à M. le Premier ministre, en raison des manifestations scandaleuses qui se sont déroulées à Pékin contre le personnel et les bâtiments de l'ambassade de France avec l'approbation tacite des autorités chinoises, si le Gouvernement français a l'intention de suspendre les

relations diplomatiques entre la France et la République populaire de Chine aussi longtemps que la situation intérieure de ce pays rendra impossible l'établissement de rapports normaux entre les Etats. (N° 762, 10 février 1967.)

(Question transmise à M. le ministre des affaires étrangères.)

II. — M. Jean Nayrou a l'honneur de rappeler à M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur qu'au cours de la séance du 24 novembre 1966, il a déclaré devant le Sénat : « Je dois toutefois indiquer que les rapatriés d'Algérie, ayant obtenu des prêts de réinstallation professionnelle dans les conditions que je viens d'exposer et qui, au moment du remboursement des échéances de ce prêt, éprouvent des difficultés, ont toujours la possibilité de saisir les commissions économiques compétentes pour obtenir soit la consolidation de ces prêts, soit une modification de leur durée et qu'en tout état de cause des instructions ont été données aux agents du Trésor pour qu'ils fassent en toute occasion preuve de la plus grande bienveillance lorsque les dossiers de rapatriés défailants leur sont transmis.

« Pour les agriculteurs rapatriés, problème qui a été évoqué à cette tribune par M. Nayrou et Mlle Rapuzzi, les prêts de réinstallation leur ont été accordés à partir des décisions favorables des commissions économiques compétentes dont la réalisation incombait aux caisses régionales de crédit agricole. En 1965, de nombreux rapatriés n'ayant pas honoré leurs échéances, certaines caisses régionales connurent de sérieuses difficultés et se refusèrent au début de 1966 à poursuivre la mise en place de nouveaux prêts. Il fut donc nécessaire de rechercher une solution qui se traduisit par un arrêté pris le 1^{er} août 1966, accordant notamment la garantie du Trésor à ces prêts de réinstallation. »

Il croit savoir que divers organismes, tel que le crédit hôtelier, n'ont reçu aucune instruction dans le sens indiqué et il lui demande quelles mesures il compte prendre pour la mise en pratique des déclarations du 24 novembre. (N° 763, 10 février 1967.)

III. — M. Marcel Boulangé expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le succès de la politique gouvernementale en matière d'enseignement évoqué par M. le Premier ministre dans une récente allocution ne semble pas se manifester dans le territoire de Belfort ; en effet, il résulte des études préparatoires au V^e Plan qu'il est nécessaire de construire dans ce département 103 classes primaires, se décomposant comme suit : Belfort Résidences III, 24 classes ; Belfort Z. U. P. Altkirch I, 12 classes ; Belfort Z. U. P. Altkirch II, 5 classes ; Belfort, avenue La Laurencie, 10 classes ; Beaucourt-Centre, 8 classes ; Danjoutin Z. U. P. 1^{er} groupe, 10 classes ; Danjoutin Z. U. P. 2^e groupe, 5 classes ; Froideval, 10 classes ; Vezelois, 1 classe ; Lepuix-Gy, 1 classe ; Joncherey, 5 classes ; Morvillars, 5 classes ; Rougegoutte, 2 classes ; Delle-la-Voinaie, 5 classes. Il lui signale que pour faire face à ces importants besoins le département a obtenu 6 classes, pour chacune des années 1965, 1966 et 1967, soit 18 classes en trois ans, ce qui est manifestement très insuffisant et interdit la mise en chantier du seul groupe Belfort-Résidences III de 24 classes, la construction du bâtiment ne pouvant techniquement être fractionnée ; en conséquence les retards s'accumulent et, au rythme de 6 classes par an, il faudra dix-sept ans pour réaliser les constructions prévues. C'est pourquoi il lui demande s'il ne pourrait faire un effort pour augmenter très sérieusement le nombre de classes accordées au territoire de Belfort pour l'année 1967, afin de tenter de mettre les actes du Gouvernement en concordance avec les déclarations de M. le Premier ministre. (N° 764. — 20 février 1967.)

IV. — M. Raymond Bossus demande à M. le ministre des affaires sociales les mesures qu'il compte prendre pour doter les services hospitaliers du personnel infirmier nécessaire, en lui rappelant qu'il fallut prélever du personnel ailleurs pour permettre l'ouverture de l'hôpital intercommunal de Montreuil, qu'il fallut prélever du personnel ailleurs pour permettre l'ouverture d'un nouveau service à l'hôpital Saint-Antoine, et qu'il faut maintenant prélever du personnel hospitalier dans d'autres établissements, et cela en nombre insuffisant, pour permettre le fonctionnement au ralenti d'un service de très grande qualité pour les opérations du cœur à l'hôpital Broussais, après le cri

d'alarme de grands professeurs et chirurgiens. Il semble donc que l'autosatisfaction dont il a fait preuve, ainsi que celle d'un chirurgien en service commandé au Palais des Sports et d'une candidate malheureuse à la députation étaient pour le moins éloignées de la réalité et, en faisant référence aux débats et résolution du « Comité national de l'hospitalisation publique » ainsi qu'aux propositions des parlementaires communistes de l'Assemblée nationale et du Sénat, il semble indispensable d'améliorer sensiblement les conditions de rémunération et de travail du personnel hospitalier afin de créer les conditions de recrutement et de conservation du personnel nécessaires aux établissements hospitaliers. (N° 766. — 21 mars 1967.)

2. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Jacques Duclos demande à M. le ministre de l'intérieur dans quelles conditions et sur la base de quels critères il entend fixer le nombre des conseillers généraux des nouveaux départements de la région parisienne.

Il ressort de certaines informations que, pour les départements issus de l'ancien département de la Seine, le nombre des conseillers généraux se situerait entre 20 et 30. Or, dans chacun de ces départements, il y a un million d'habitants ou beaucoup plus, et l'on peut citer tel département de province n'atteignant pas le million d'habitants et comptant 50 conseillers généraux.

De même, pour les départements issus de l'ancienne Seine-et-Oise, il semble que le nombre de conseillers généraux envisagé soit réduit. Or, ces départements atteignent ou dépassent, et même de loin, le demi-million d'habitants, alors que tel département de province, dont la population est moindre, compte 41 conseillers généraux.

Il demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre afin que les conseils généraux des nouveaux départements, qui auront à s'occuper de problèmes particulièrement importants, soient, par le nombre des élus qui les composeront, vraiment représentatifs de l'ensemble de la population (n° 10).

A seize heures :

3. — Lecture d'une déclaration du Gouvernement.

4. — Eventuellement, suite et fin de la discussion de la question orale avec débat de M. Jacques Duclos.

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre aux sociétés de caution mutuelle des négociants en grains agréés le bénéfice du privilège conféré à l'office national interprofessionnel des céréales, par l'article 23 bis du décret du 23 novembre 1937. [N° 158 et 208 (1966-1967). — M. Paul Guillard, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale].

6. — Discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de l'habitat. [N° 198 et 213 (1966-1967). — M. Paul Guillard, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale].

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs. [N° 176 (1965-1966) et 207 (1966-1967). — M. Baudouin de Hauteclouque, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale et avis de la commission des affaires économiques et du Plan. — M. Octave Bajeux, rapporteur].

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'ordre du jour est ainsi réglé.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à seize heures.)

Les chefs adjoints du service de la sténographie du Sénat,
MARCEL PÉDOUSSAUD, RAOUL JOURON.

QUESTIONS ORALES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 13 AVRIL 1967

(Application des articles 76 à 78 du règlement.)

773. — 13 avril 1967. — **M. Jacques Duclos** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que les opérations de concentrations industrielles ont pour conséquence la mise au chômage d'ouvriers, d'ingénieurs, de cadres et de techniciens dont la situation devient de ce fait particulièrement difficile. Il lui demande en conséquence s'il ne pense pas qu'il serait indispensable que soient prises des mesures interdisant d'expulser les chômeurs désireux de travailler et ne pouvant payer leur loyer.

774. — 13 avril 1967. — **M. Jacques Duclos** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que les mesures de concentration qui se développent dans l'industrie ont pour conséquence la mise en chômage d'ouvriers, d'ingénieurs, de techniciens et de cadres, qui, de ce fait, sont privés de ressources. Il lui demande s'il ne pense pas que dans de telles conditions il serait nécessaire et urgent de décider que l'indemnité de chômage sera étendue à l'ensemble du territoire national sans limitation de pourcentage, ce qui n'est pas le cas actuellement.

775. — 13 avril 1967. — **M. Jacques Duclos** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en raison des opérations de concentration des entreprises, le chômage atteint des ouvriers ainsi que des ingénieurs, cadres et techniciens. Il lui demande s'il ne pense pas, compte tenu de cette situation, qu'il serait juste et nécessaire de prendre les dispositions suivantes : 1° exonération d'impôts pour les chômeurs ayant plus de trois ans d'inscription comme demandeurs d'emploi ; 2° levée des sanctions prises à leur encontre, telles que : amendes fiscales, saisies, etc.

776. — 13 avril 1967. — **M. Edouard Bonnefous** demande à **M. le Premier ministre**, à la suite des dégâts provoqués sur les côtes françaises par la catastrophe du *Torrey-Canyon* : 1° quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour que soient désormais appliqués strictement les termes de la convention internationale de 1954, amendée en 1962 ; 2° si la France va demander la constitution d'une force de police internationale pour le contrôle des conditions de transport maritime des hydrocarbures ainsi que la création d'une structure administrative ayant pour objet de faciliter l'application des termes de la convention ; 3° si la France envisage de prendre l'initiative ou de s'associer à une réglementation efficace des pavillons de complaisance ; 4° comment seront établies les responsabilités dans l'affaire du *Torrey-Canyon* et à qui incombera la charge de régler les indemnités.

777. — 13 avril 1967. — **M. Roger Poudonson** a l'honneur d'interroger **M. le Premier ministre** sur les raisons qui ont motivé la discrétion de la représentation du Gouvernement et de l'armée française aux manifestations organisées par le Gouvernement canadien, le 9 avril, pour commémorer le 50^e anniversaire de la bataille de Vimy, manifestations honorées de la présence d'un ministre canadien et du représentant qualifié d'un souverain ami de la France. Il lui demande si l'absence d'un membre du Gouvernement français ne risque pas d'être considérée comme un geste inamical par un peuple dont 3.598 des fils sont morts sur la crête de Vimy.

778. — 13 avril 1967. — **M. Raymond Bossus** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales** les atteintes au droit syndical lors des élections de délégués des travailleurs aux Usines Citroën exposées au cours des débats sur la loi de finances 1967 (*Journal officiel* du 19 novembre 1966, Débats parlementaires, Sénat, p. 1722), et lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les élections professionnelles de 1967 soient organisées sur la base des élections à la sécurité sociale.

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 13 AVRIL 1967

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre ».

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion ».

6737. — 13 avril 1967. — **M. Lucien Gautier** demande à **M. le ministre de l'intérieur** si la législation en vigueur autorise le percepteur municipal d'une commune à refuser le paiement d'un mandat pour d'autres motifs que ceux prévus : mandat établi par une personne n'ayant pas la qualité d'ordonnateur, défaut ou insuffisance des pièces justificatives, mauvaise imputation comptable de la dépense, insuffisance de crédits budgétaires disponibles, dette déjà éteinte, opposition, insuffisance de disponibilités, notamment lorsque ledit mandat a été ordonnancé en application d'une délibération du conseil municipal, approuvée par le préfet. En cas de réponse négative, de quels moyens dispose le maire pour obliger le percepteur municipal à payer le mandat régulièrement ordonnancé.

6738. — 13 avril 1967. — **M. Etienne Dailly** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'en application de l'article 31 du code rural une commission départementale de reconstitution foncière est appelée à statuer sur toute demande d'autorisation de division des parcelles de terrains à destination agricole comprises dans un périmètre où un remembrement a été effectué. Il arrive que de telles parcelles sont divisées en vue de la construction après autorisation préfectorale et décision favorable de la commission départementale de reconstitution foncière qui, dans certains cas, notamment en Seine-et-Marne, précise alors dans la notification : « la parcelle en cause perdra tout caractère agricole ». Il lui demande si une subdivision ultérieure des lots ainsi créés, dès lors que la parcelle en cause a perdu tout caractère agricole du fait d'une décision de la commission départementale de reconstitution foncière, doit être à nouveau soumise à l'autorisation de ladite commission.

6739. — 13 avril 1967. — **M. André Morice** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il est exact qu'un projet de loi tendant à la transformation progressive des corps de sapeurs-pompiers professionnels en unités militaires soit actuellement en cours d'élaboration. Les renseignements qui lui sont parvenus laissant penser en effet que l'étude en est déjà assez avancée, il s'étonne que les maires des grandes villes, directement intéressés par ce problème, n'aient pas été au préalable consultés. En 1959, un projet de loi visant à l'étatisation des postes d'officiers et de sous-officiers de sapeurs-pompiers avait provoqué une énergique protestation de l'association des maires de France qui considérait cette perspective comme une atteinte certaine aux prérogatives municipales. Il aimerait connaître si l'inquiétude manifestée à juste titre parmi les administrateurs locaux et les fonctionnaires intéressés se trouve réellement fondée, et, dans ce cas, les raisons qui justifient une telle politique.

6740. — 13 avril 1967. — **M. Jean Bardol** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les faits suivants : 1° alors que l'alerte était donnée depuis plusieurs jours et que les pouvoirs publics continuaient à affirmer que les nappes de pétrole brut en provenance du *Torrey-Canyon* ne présentaient aucun danger pour le littoral de notre pays, une véritable catastrophe s'est abattue sur les côtes bretonnes et normandes ; 2° le manque de mesures préventives est à la base même du désastre et l'application du plan Orsec s'est révélée inefficace dans la lutte contre les conséquences graves de la pollution ; 3° suite à une déclaration officielle faite à Lannion il apparaît que la nappe de pétrole la plus importante se trouve présentement au large du Cotentin. Dans ces conditions les courants et un régime des vents du Sud-Ouest pourraient la diriger vers les côtes de Picardie et du Nord. Il lui demande donc de lui indiquer d'urgence les mesures qu'il a prises ou qu'il compte prendre pour préserver efficacement contre la pollution le littoral de la Manche non encore atteint.

6741. — 13 avril 1967. — **M. Robert Liot** demande à **M. le ministre des affaires sociales** comment doivent être calculées les cotisations « Gens de maison » sur l'indemnité compensatrice des congés payés (égale par hypothèse au total de la rémunération perçue pendant

12 jours de travail et de l'indemnité compensatrice d'avantages en nature correspondant à cette période) versée par un employeur, le 31 mars 1967, à sa bonne qui a travaillé durant le premier trimestre à temps complet (ville de plus de 100.000 habitants).

6742. — 13 avril 1967. — **M. Robert Liot** expose à **M. le ministre des affaires sociales** le cas d'un commerçant qui a recours au concours d'un étalagiste salarié chaque mois (période d'emploi mensuelle égale à un jour). Etant fait observer que la rémunération mensuelle est supérieure au plafond de 52,50 F et que l'étalagiste est salarié d'autres employeurs, il lui demande de bien vouloir préciser suivant quelles modalités doit s'appliquer, au cas particulier, la régularisation annuelle des cotisations au 31 décembre de ladite année et si, notamment, la limite maxima de calcul des cotisations à prendre en considération doit être le plafond annuel de 13.680 F prévu au décret n° 66-1004 du 23 décembre 1966 ou, au contraire, le plafond annuel multiplié par le rapport existant entre, d'une part, le total de la rémunération brute versée par cet employeur et, d'autre part, le total des rémunérations brutes versées par l'ensemble des employeurs.

6743. — 13 avril 1967. — **M. Robert Liot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le principal effet juridique d'un testament ordinaire fait par un père de famille en faveur de ses enfants est le même que celui qui résulterait d'un testament-partage. Ces deux actes ne sont, ni l'un ni l'autre, la source des droits de ceux qui en bénéficient, cette source se trouvant dans les dispositions du code civil. Ils n'ont, tous les deux, aucune influence sur la vocation héréditaire des descendants qui recueillent leurs parts en qualité d'héritiers investis de la saisine et non en tant que légataires. Ils permettent tous les deux d'atteindre le même but, qui consiste à diviser la fortune du testateur, afin que les enfants reçoivent des biens déterminés à la mort de ce dernier et n'aient pas à procéder eux-mêmes au partage de la succession. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui indiquer pour quelles raisons l'administration de l'enregistrement considère que le premier de ces actes est un acte de liberté et que le second n'en est pas un.

6744. — 13 avril 1967. — **M. Marcel Molle** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le cas de deux propriétaires par indivis d'un domaine agricole qui, ayant décidé de constituer entre eux et avec les enfants de l'un d'eux, un groupement agricole foncier conforme à l'article 5 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, se voient refuser par l'administration de l'enregistrement au droit fixe prévu par l'article 670 du code général des impôts, motif pris que les enfants ne sont pas propriétaires fonciers et ne font au groupement qu'un apport minime en argent; il constate que si, aux termes de l'article 5 de ladite loi, un groupement agricole foncier doit être constitué entre plusieurs pro-

priétaires, rien n'indique dans le texte qu'il doit s'agir de propriétaires fonciers, le terme « propriétaire » pouvant s'appliquer aussi bien au propriétaire d'un bien mobilier ou d'une somme d'argent; il constate également que l'article 5 de la loi précitée n'impose que le capital social soit constitué de biens immobiliers à destination agricole que dans la proportion de 80 p. 100 et autorise ainsi les apports d'autre nature dans une proportion inférieure ou égale à 20 p. 100, ce qui est le cas; compte tenu de ce que l'entrée des enfants de l'un des copropriétaires dans le groupement a pour objet, conformément au but poursuivi par l'article 5 de la loi précitée, de « conserver une ou plusieurs exploitations agricoles » en évitant le partage lors du décès de leur auteur, il lui demande si une interprétation plus libérale par l'administration ne serait pas conforme à la fois à la lettre et à l'esprit de la loi et à la volonté du législateur.

6745. — 13 avril 1967. — **M. Marcel Molle** rappelle à **M. le ministre de la justice** que la loi du 24 juillet 1966, modifiant ou complétant les articles 1841, 1860, 1866 et 1868 du code civil, la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateur émises par les sociétés et diverses autres dispositions a complété l'article 1860 du code civil par un alinéa autorisant les représentants légaux d'une société à « consentir hypothèque au nom de celle-ci en vertu de pouvoirs résultant soit des statuts, soit d'une délibération des associés, prise dans les conditions prévues aux statuts, même si ceux-ci ont été établis par acte sous seing privé »; il lui demande si la délibération visée audit alinéa peut, au même titre que les statuts eux-mêmes, être établie par un acte sous seing privé ou doit, au contraire, faire l'objet d'un acte authentique.

Errata

à la suite du compte rendu intégral des débats de la séance du 11 avril 1967.

(Journal officiel du 12 avril 1967, Débats parlementaires, Sénat.)

Page 113, 1^{re} colonne, rétablir le texte de la question orale n° 772 de **M. Marcel Darou** à **M. le ministre des armées** comme suit:

« **772.** — 11 avril 1967. — **M. Marcel Darou** demande à **M. le ministre des armées** de vouloir bien préciser les motifs qu'il peut invoquer pour justifier l'absence inadmissible du Gouvernement français à la manifestation officielle commémorant le cinquantième anniversaire de la bataille de Vimy et les sacrifices consentis par nos alliés et amis Canadiens au cours de la guerre 1914-1918 ».

Page 117, 2^e colonne, au lieu de: « 6950. — **M. Marcel Boulangé** expose... », lire: « 6590. — **M. Marcel Boulangé** expose... ».